

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 6 septembre 2021

L'offensive patronale et gouvernementale ne doit pas passer !

Le ministre des Finances, Bruno Le Maire, a sifflé la fin de partie du « quoi qu'il en coûte ». « Nous sommes passés au sur-mesure » a-t-il ajouté. Comprenez : tout pour les gros, ceinture pour les petits. L'indemnisation du chômage partiel est donc réduite depuis le 1^{er} septembre, augmentant d'autant les pertes de salaire pour les travailleurs qui y sont toujours soumis (ils étaient encore 610 000 en juillet). Pour le patronat, c'est une autre affaire, avec un nouveau plan de soutien de 30 milliards, lancé en septembre pour l'aider à retrouver sa place dans l'arène capitaliste mondiale.

Le règne des hypocrites

Mais si l'État réduit les cordons de la bourse pour les salariés et les chômeurs, l'épidémie est toujours là. Qu'importe : aux seuls travailleurs d'en subir les conséquences. Et à eux d'être montrés comme des coupables avec les sanctions liées au passe sanitaire, qui peuvent aller jusqu'au licenciement.

C'est bien une vaccination généralisée qui pourrait freiner cette pandémie, qui a déjà tué plus de 4,5 millions de personnes dans le monde. Les premiers « antivax » sont Macron et ses semblables, ces gouvernants des pays riches et patrons des groupes pharmaceutiques qui organisent la pénurie à l'échelle mondiale. Pas question pour eux de lever les brevets et de développer une production répondant aux besoins de l'humanité. Les vaccins ne seraient que pour les pays qui peuvent payer, alors qu'une telle épidémie ne peut se résoudre qu'à l'échelle mondiale.

Non au passe « licenciements » !

Et voilà que Macron et ses ministres veulent licencier ou mettre à pied les quelques soignants qui ne sont pas encore vaccinés, devenus réfractaires à toute injonction venant de ce gouvernement, après un an sur les rotules à gérer tant bien que mal cette épidémie sans moyens suffisants. Partout les hôpitaux manquent toujours de personnel, de lits, de matériel, mais les hospitaliers sont aujourd'hui montrés du doigt pour faire oublier les carences et les mensonges venus d'en haut. Dans les secteurs concernés, à l'hôpital, le commerce, la culture ou les transports, le passe sanitaire de Macron est en réalité un nouveau permis de licencier offert aux directions et aux patrons : pas question d'accepter la moindre sanction !

Une campagne de vaccination ne se mène pas à coups de contrôles policiers et de droits de licencier. Surtout quand on impose un sésame dans les bars, musées ou piscines, mais qu'il faut s'entasser dans les transports pour se rendre au travail, et que, dans les écoles, les classes sont surchargées, avec de nouvelles suppressions de postes alors qu'il faudrait des moyens supplémentaires pour les dédoubler.

Quant au déremboursement des tests, comment prétendre qu'il s'agisse d'une mesure sanitaire ? Même vacciné, chacun peut porter le virus et les tests restent nécessaires.

À bas le passe monétaire

Mais c'est toujours à nous de payer. Fin août, l'Insee notait que les prix à la consommation avaient augmenté de 2 % en un an. Pas nos salaires. Et au 1^{er} septembre, le prix du gaz fait un bond de 9 %.

Mais en cette rentrée, la préoccupation première du patronat est d'éviter d'augmenter les salaires. Il gémit sur un prétendu manque de main-d'œuvre qui pourrait l'y obliger. Sans surprise, les secteurs où il dit avoir peine à embaucher sont les plus mal payés, avec les conditions de travail les plus déplorables. Le problème n'est pas le manque de main-d'œuvre, mais le manque de salaire !

Et le Medef réclame l'application de la réforme de l'assurance chômage, dont l'objectif est clair : en rabotant les allocations, contraindre les plus précaires à accepter les bas salaires. Une politique qui pénalise tous les travailleurs. Passe sanitaire ou passe monétaire, les travailleurs ont donc bien des raisons de s'opposer aux attaques du gouvernement et du patronat, à ses velléités autoritaires tout comme à sa logique du profit.

Les 5 premières minutes du commissaire PSA

À la rentrée, la direction s'est demandé quoi faire de plus pour nous faire suer. « Bon Dieu ! Mais c'est bien sûr ! Il faudrait faire commencer l'équipe du matin 5 minutes plus tôt, à 5h15 au lieu de 5h20 ». Oui il y a des gens payés (cher) pour réfléchir à ça.

Les horaires des cars non changés et la fatigue en plus, ce n'est pas leur problème à ces dirigeants bien tranquilles dans leurs bureaux... ou dans leur lit !

Une bonne leçon

Vendredi 27 août, à l'Emboutissage, les ouvriers ont débrayé pour exiger le respect de leurs pauses. En effet un chef voulait les décaler, on aurait dû les prendre seul et à tour de rôle. Au bout d'une heure de débrayage, la direction a reculé et a désavoué le chef.

Si la prod ne va pas assez vite pour la direction, au lieu de toucher aux pauses, elle n'a qu'à embaucher.

Numéro vert et colère rouge

Jeudi et vendredi, la direction de PSA Poissy a fait chômer le gros de l'usine, mais elle prévoit de nous faire travailler tous les samedis pour le flux véhicules, et avec une multitude d'heures supplémentaires en semaine. Elle veut nous faire rattraper au plus vite les retards, tout en se préparant à nous faire chômer encore... PSA Sevelnord, prioritaire pour les semi-conducteurs, n'a pas de chômage, mais produit 30 % de ses véhicules sans calculateur et doit travailler les samedis, dimanches et les 2 jours fériés de novembre.

Ce serait plus rationnel de répartir la production entre les usines et de diminuer les cadences, sans perte de salaires. PSA en a les moyens, surtout avec ses 6 milliards de profits en 6 mois.

Leur crise, pas la nôtre

Par manque de semi-conducteurs, PSA Rennes a été à l'arrêt 2 semaines, et va passer lundi prochain à une équipe. Après du chômage, PSA Mulhouse a décalé la création de sa 2^e équipe et PSA Sochaux a annoncé la suspension de son équipe de nuit. Des centaines d'intérimaires de ces 3 usines vont se retrouver en fin contrat, même chose chez les intérimaires des sous-traitants. Les CDI vont avoir des compteurs de modulation plombés. Pour 2 semaines d'arrêt, c'est-à-dire 10 jours non travaillés, il faudra rattraper en faisant 10 samedis. Et au-delà de 12 jours chômés on n'est plus payé qu'à 84 % du net.

Perte d'emploi, perte de salaires, surexploitation ensuite... On n'est pas responsable des manques de pièces, ce n'est pas à nous de payer la note !

Chaos capitaliste

Cette crise de semi-conducteurs est mondiale, tous les constructeurs sont impactés. Renault Flins est à l'arrêt 2 jours et le groupe Renault va stopper ses 3 usines espagnoles jusqu'à 61 jours d'ici fin décembre. Toyota dit vouloir réduire sa production

mondiale de 40 % en septembre et fermer temporairement 14 usines. L'usine Toyota près de Valenciennes est à l'arrêt pour 3 semaines et devrait reprendre au ralenti lundi prochain avec baisse de production quotidienne de 60 % et chômage récurrent.

Ce désordre dans la production est la conséquence de la guerre que se livrent les capitalistes pour payer toujours moins cher les pièces. On ne pourra sortir de ce genre de problème qu'avec le contrôle par les travailleurs de l'économie mondiale.

Une belle victoire !

Lundi 30 août, le numéro vert a été déclenché à PSA Poissy : un sous-traitant était en grève. À SMRC de Gondecourt dans le Nord, 400 salariés fabriquent les planches de bord, panneaux de porte, consoles et pièces diverses. La direction a voulu imposer un quota de 40 heures supplémentaires obligatoires non majorées par an (avant, le quota était déjà de 28 heures).

En 5 jours les grévistes ont fait revenir la direction au quota de 28 heures, elle a concédé 250 € de prime aux ouvriers qui ont obtenu les heures supplémentaires payées à 50 % au lieu de 25 %. Un numéro vert qu'on voudrait voir déclenché plus souvent !

Une restructuration qui nous menace tous

Le 13 juillet la direction a annoncé une étude pour le transfert de milliers de salariés de PSA Vélizy et du Pôle tertiaire vers l'usine de PSA Poissy. Le maire de Poissy, ami de Macron, Karl Olive parle de « bonne nouvelle », les chefs syndicalistes benî-oui-oui se félicitent dans la presse sur le mode « Poissy est sauvé on a un avenir on aura des embauches ! »

Pour ces valets de la direction tout va bien ! Mais lors des transferts de salariés, certains ne pourront pas suivre ni déménager, les services seront réorganisés et la direction poussera à quitter l'entreprise sans être remplacé. Et surtout on n'a pas demandé l'avis aux concernés : les salariés de Vélizy ! Et ce n'est pas parce qu'on fait venir des techniciens et ingénieurs sur l'usine que la direction ne va pas continuer à supprimer des postes chez les ouvriers en production.

À bas les guerres, à bas l'impérialisme !

Après avoir injecté des milliards dans une guerre sans fin en Afghanistan, s'être appuyé et avoir développé toutes sortes de cliques locales pour créer un pouvoir à leur solde, l'armée américaine se retire. Et Biden et ses alliés en France et en Allemagne versent des larmes de crocodile sur les malheurs des Afghans entre les mains de ceux, les talibans, à qui ils ont finalement choisi de transmettre le pouvoir.

Prétextant apporter la paix et la démocratie, les puissances impérialistes n'entraînent que la barbarie et la misère. Et la politique d'un Macron qui fait mine de craindre l'afflux de réfugiés, d'en refuser l'accueil, est à l'image des crimes qu'ils ont pendant vingt ans (treize pour la France) perpétrés là-bas.